



## DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

### Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

**Conseil communautaire du 04 Mars 2016 (1<sup>ère</sup> séance)**

**Délibération n° COM 2016-03-01/08**

**OBJET : Demande de transfert de compétence du port de Port-Louis.**

L'an deux mille seize, le quatre mars à 19heures40, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande Terre dûment convoqué, par la Présidente, Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN, s'est réuni à la mairie de Port-Louis.

**MEMBRES EN EXERCICE : 36**

**NOMBRE DE MEMBRES DU CONSEIL : Trente-six (36)**

**CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES PRESENTS : Vingt-trois (23)**

M. ANZALA Jean, M. ARTHEIN Victor, M. BARDAIL Jean, M. BERNARD Jean-Luc, Mme CARDOVILLE Roselyne, M. CORNEILLE Denis, M. DARTRON Jean, M. DELTA Edouard, M. DONA-ERIE Alfred, M. DULAC Daniel, M. FRANCFORT Philipson, Mme GUILLAUME Stella, Mme JASMIN Victoire, Mme LAUG Caroll, Mme LORMEL épouse ARPHIXAD Marcienne, Mme LOUIS-CARABIN Gabrielle, Mme MAMERT-LISTOIR Sabine, Mme MANETTE Sandra, Mme MEKEL Alexina, M. PORLON Pierre, Mme OUJAGIR Nadia, Mme REINE Epse RAMPATH Sheila, Mme SERMANSON Sylvia.

**CONSEILLERS ABSENTS AYANT DONNE PROCURATION : Cinq (5)**

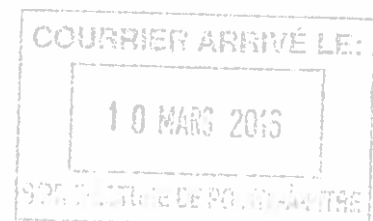
Mme ARMOUGON Betty à Mme GUILLAUME Stella  
M. ATAM-KASSIGADOU Moïse à Mme RAMPATH Sheila  
M. LOMBION Jean-Claude à M. FRANCFORT Philipson  
MANICOM Grégory à Mme CARABIN Gabrielle  
M. ROUX Harry à Mme OUJAGIR Nadia

**CONSEILLERS EXCUSES : Deux (2)**

M. HILL Joseph, M. MORNAL Blaise

**CONSEILLERS ABSENTS : Six (6)**

Mme ALPHONSE épouse TANCONS Louisiane, M. HERMIN Georges, M. HUBERT Jean-Marie, M. MITEL Florent, Mme MOUNSAMY Fritz, M. SIOUMANDAN Rénalt.



**A été élu secrétaire de séance : M. ARTHEIN Victor**

**Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer,**

**Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),**

**Vu l'arrêté préfectoral n° 2013-037-SG/DICTAJ/BRA du 30 mai 2013, portant extension et transformation de la Communauté de Communes du Nord Grande Terre en Communauté d'Agglomération ;**

**Vu les statuts de la CANGT ;**

**Considérant** l'article 22 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe), sur le transfert par le Conseil Départemental, aux communes ou groupements de collectivités territoriales qui le sollicitent, la compétence en matière de propriété, d'aménagement, d'entretien et gestion des ports se trouvant dans leur ressort géographique

**Considérant** qu'il est nécessaire de solliciter l'approbation du Conseil Départemental de la Guadeloupe avant le 31 mars 2016 pour obtenir le transfert de la compétence du Port de la commune de Port-Louis.

**Le Conseil Communautaire OUI l'exposé du Président,**

**Après en avoir délibéré et voté à l'unanimité :**

### **DECIDE**

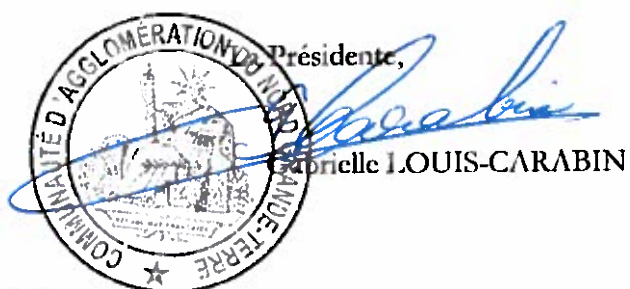
**ARTICLE 1 :** D'autoriser la Présidente à solliciter le Conseil départemental de la Guadeloupe pour le transfert de la compétence relative à la propriété, l'aménagement, l'entretien et la gestion du port de Port-Louis.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser la Présidente à signer tous les documents y afférents.

**ARTICLE 3 :** La Présidente de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre et le Directeur Général de la Communauté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,



- Transmis à la Sous-Préfecture de Pointe-à-Pitre
- Notifié au Conseil Départemental
- Notifié aux maires d'Anse Bertrand, du Moule, Morne-À-L'eau, Petit-Canal et Port-Louis
- Notifié au comptable public de Port-Louis

*La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Basse-Terre (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : [greffe.ta-basse-terre@juradam.fr](mailto:greffe.ta-basse-terre@juradam.fr)) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Qu'elle soit expresse ou implicite, la décision prise pourra être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.*